

## **MOTION DE LA COMMISSION ADMINISTRATIVE ACADEMIQUE DU SNES CRETEIL DU 4 SEPTEMBRE 2008**

Quoi qu'en dise le Premier Ministre, avec un PIB en baisse au deuxième trimestre, la France est entrée en récession alors qu'une crise profonde frappe l'économie mondiale. Dans ce contexte le Président de la République et le gouvernement font preuve de prudence. Fillon persiste pourtant et « maintient le cap de la réforme », pour le paraphraser. Sa politique fiscale qui favorise les plus gros contribuables prive l'Etat de ses moyens, alors qu'aucun des effets positifs annoncés ne se sont produits : en terme de pouvoir d'achat, là encore, la campagne gouvernementale ne convainc personne : selon l'INC, le pouvoir d'achat moyen des ménages a baissé de 0,4% en un an.

Les menaces qui pesaient déjà sur les Services Publics et la protection sociale, dont on ne cesse de restreindre le périmètre sont renforcées par la conjoncture économique puisque les dépenses sont les seules variables sur lesquelles le gouvernement s'autorise à jouer.

Pour les Fonctionnaires, les « négociations salariales de juillet » n'ont débouché sur rien. Seules sont prévues au budget des augmentations qui ne permettent pas de faire face à l'inflation ; toute autre mesure devra être financée, dans le cadre de la LOLF, par la baisse du nombre d'emplois. Les pensions seront revalorisées de 0,8%, mais au total, pour 2008, les retraités ne verront leurs revenus croître que de 1,36% en moyenne, alors que l'inflation frôle les 4%.

En terme d'emploi, le gouvernement et le Président de la République maintiennent leur objectif (qui sera atteint dès l'an prochain dans l'Education nationale) de ne remplacer plus qu'un départ à la retraite sur deux. Le budget 2009 supprimera 30 600 postes dans la Fonction Publique d'Etat. A ce train-là, l'Education Nationale est évidemment lourdement frappée, avec 13 500 suppressions annoncées pour le budget 2009. Si les suppressions sont moins nombreuses que ce qu'on laissait entendre avant l'été, la pente est toujours la même : depuis 2003, près de 35 000 postes auront été supprimés dans le second degré, et pour la première fois depuis très longtemps, le 1<sup>er</sup> degré n'est plus épargné puisqu'il va perdre près de 6000 postes. « Je n'ai aucun complexe à défendre le non renouvellement d'un certain nombre d'emplois car le poids de la dette est considérable » a répété Darcos jeudi 28, tandis que Fillon revenait sur la lourdeur des horaires d'un lycéen, confirmant sans ambages ce qu'il attend de la réforme du lycée. Le « ciblage des programmes sur les fondamentaux » qui tourne le dos à un second degré ambitieux, a bon dos. Le SNES Créteil dénonce les premières orientations déclinées par Darcos, qui menacent les programmes nationaux, les disciplines, les statuts et le baccalauréat.

Le SNES et la FSU ont joué un rôle déterminant dans les luttes de l'an dernier et ont montré leur volonté de les mener jusqu'au bout, ce qui n'a pas empêché les militants de faire un certain nombre de constats : le retard à l'allumage, les difficultés de l'unité et de l'interpro ; le rejet des grèves de loin en loin, alors qu'au total, le nombre de journées de grève est important ; le souci de mettre en valeur les revendications propres à l'Education Nationale, tout en rejoignant les autres secteurs en lutte.

Le SNES Créteil appelle à nouveau tous les établissements à s'opposer aux effets du budget 2008 dont les conséquences ont été très lourdes pour les conditions d'exercice et d'encadrement, dans notre académie pourtant en difficulté. Quel sens donner par ailleurs aux grandes opérations de communication orchestrées l'année dernière à travers le « plan espoir banlieue », alors que dans le même temps, notre académie perdait près de 1000 postes ?

Le SNES Créteil appelle à imposer la transformation massive des heures supplémentaires en heures postes, à dénoncer les effets dévastateurs de l'assouplissement de la carte scolaire conduisant à une école fortement inégalitaire et à exiger les moyens indispensables à tous nos élèves.

Le SNES Créteil appelle à combattre avec la plus grande vigueur, sur le plan individuel comme sur le plan collectif, les conditions de travail insupportables réservées aux personnels TZR qui sont de plus en plus nombreux à se trouver en première ligne pour faire les frais de la dégradation des services. Beaucoup d'entre eux subissent cette situation depuis des années. Il en est de même pour les personnels précaires, qui sont scandaleusement exploités et dont la situation comme le statut s'aggrave d'année en année, non seulement dans les établissements mais aussi dans les inspections académiques et au rectorat de Créteil.

Mais c'est un calendrier d'actions devant permettre de bâtir une mobilisation cohérente, aux mots d'ordre et aux objectifs explicites, dont nous avons besoin. C'est, en plus de conditions immédiates de la rentrée, le budget 2009 qui doit, en l'occurrence, être en ligne de mire sans abandonner les revendications salariales. Ce sont les suppressions de postes qui ont mis l'an dernier dans l'action parents, personnels, lycéens.

Cette mobilisation, trop tardive pour finalement peser sur le budget 2008, a sans doute limité les prétentions du gouvernement pour 2009. Cette lutte a été aussi utile vis à vis de l'opinion : le regard change sur la question des moyens, tandis que l'opinion prend conscience de la dégradation de notre pouvoir d'achat.

- Le 11 septembre, les organisations nationales (FSU, UNSA-Education, SGEN-CFDT, FERC-CGT, FO, SUD Education, FAEN, UNEF et Confédération Etudiante), appellent à une journée d'action unitaire. Le SNES appelle tous les établissements à se saisir de cette journée pour faire converger leurs luttes et révéler la réalité de la rentrée en organisant des AG dans chaque établissement et en adressant des motions au Rectorat et au Ministère.
- Le SNES Créteil organisera ce même 11 septembre, avec les syndicats et les sections départementales de la FSU une conférence de presse en fin d'après-midi pour dresser le véritable bilan de la rentrée dans l'académie de Créteil (affectations des personnels, effectifs...).
- Il propose aux syndicats de la FSU d'appeler à des AG de ville chaque jeudi en associant les parents, les élèves, les élus afin de préparer des actions en direction de l'opinion publique (distribution de tracts, rassemblements, manifestations locales) pour dénoncer les nouvelles mesures que le gouvernement entend imposer au service public d'éducation. Il invite toutes les organisations appelant à une journée d'action le 11 à s'y associer.
- Dans la suite des actions menées de façon unitaire avec les parents, les élus, et tous nos partenaires syndicaux, le SNES propose l'organisation d'un forum très large sur le service public d'éducation dans notre académie courant octobre.

Ces actions doivent permettre de préparer les mobilisations de plus haut niveau qu'impose la défense du service public en général et de l'éducation nationale en particulier, dans les délais imposés par la préparation du budget 2009 et de la réforme des lycées que Darcos veut imposer à marche forcée.

Le SNES Créteil décide de déposer un préavis de grève pour le 23 septembre et appelle les personnels à se joindre aux manifestations contre la privatisation de La Poste. Il est indispensable de construire une mobilisation puissante pour la défense de tous les services publics. La FSU et la CGT appellent à « la construction d'une journée interprofessionnelle d'action unitaire le 7 octobre prochain, avec des initiatives fortes dans les départements, les professions », sur les questions de pouvoir d'achat, d'emploi, de protection sociale et de fonction publique – services publics. Le SNES Créteil se prononce pour que la date du 7 octobre soit investie sans tarder d'un mot d'ordre explicite de grève sur le service public, le statut, l'emploi et les salaires des fonctionnaires, faute de quoi le SNES Créteil se prononce pour une grève rapide dans l'Education Nationale, dans la perspective de la manifestation nationale pour l'Education du 19 octobre à laquelle appellent désormais les fédérations de l'Education Nationale, la FCPE, l'UNL et l'UNEF.

La construction d'une mobilisation plus large que l'an dernier passe forcément par les S1. Le SNES et la FSU doivent fournir une information conséquente et des axes pour que les S1 et les S2 portent le débat dans nos professions : réforme des lycées, revalorisation des métiers, des salaires et des pensions et défense des statuts et des concours, bataille contre les suppressions de postes que les HS et l'accompagnement éducatif ne peuvent masquer. Le SNES engagera tous ses militants dans l'animation de réunion d'information dans les établissements. Les sections académiques de la Région Parisienne proposeront un matériel commun dès la semaine prochaine.

Motion adoptée